



TARDI 1917 VERNEY



“Jamais chef n'eut un plus grand pouvoir que le généralissime de 1914 ! Et jamais chef répondit aussi peu aux espérances fondées sur lui.” Lieutenant colonel (breveté) Melot dans *La Vérité sur la guerre*.

“L'expérience a fait ses preuves, la victoire est certaine, je vous en donne l'assurance, l'ennemi l'apprendra à ses dépens.” Le 15 décembre 1916, Nivelle, le nouveau généralissime.

PUTAIN DE GUERRE !

Malgré l'habitude, c'était pas plaisant de voir à quoi on ressemblerait à coup sûr, d'ici la fin de la journée.



“Tu fermes la gueule toute la vie. La seule fois où tu l'ouvres, c'est quand tu meurs”, m'avait dit Lucien entre deux renvois d'une bave sanglante qui lui sortait par la bouche et par les frous de nez. C'était au “Ravin des enfants perdus”, tandis qu'il crevait dans mes bras. Il gueulait tout son soûl en cherchant son ventre qui n'existait plus.

ISBN 978-2-203-02023-8



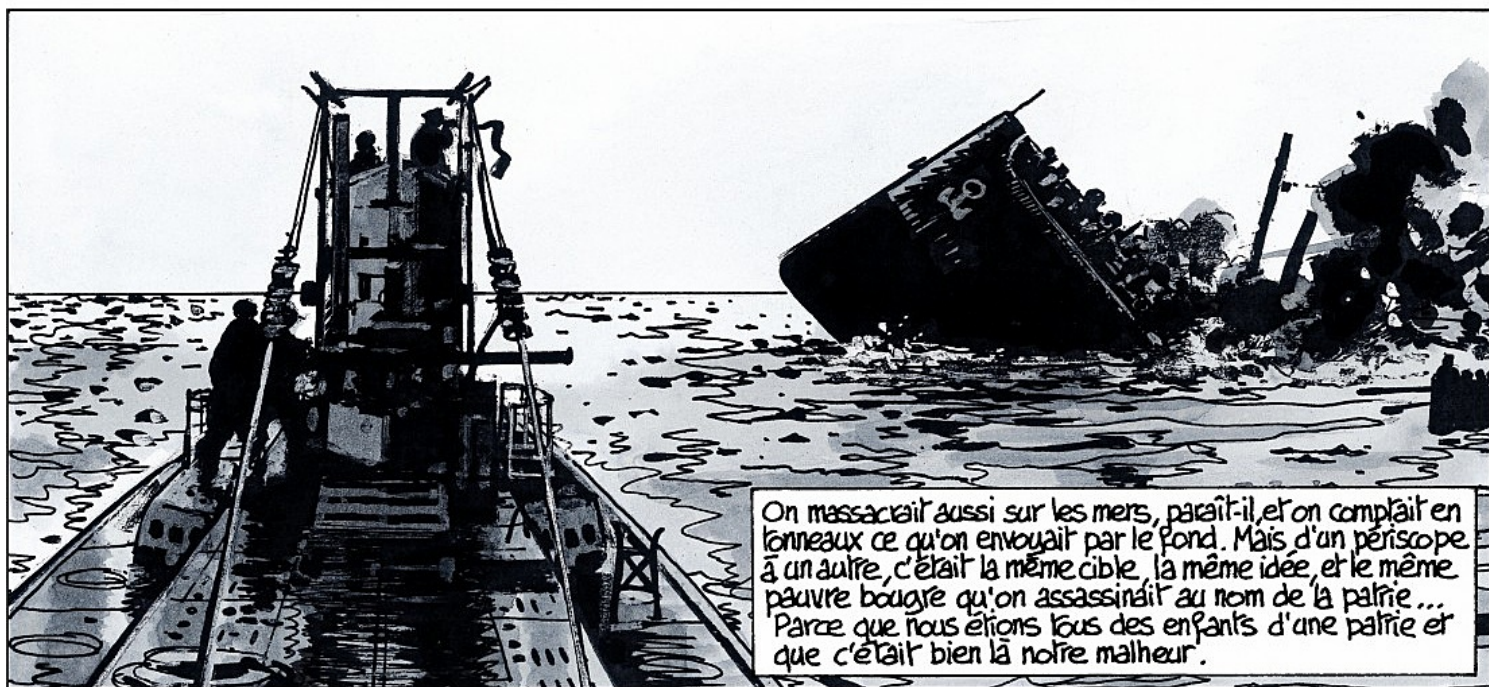
9 782203 020238
Prix : 2,50 €



Si les Allemands reculaient, c'était pour réduire leur front et mieux se retrancher... Ils nous avaient déjà fait le coup. Les rares bicoques encore debout, ils les avaient détruites au dernier moment avant de se replier, laissant derrière eux des routes piégées et des puits empoisonnés. Il fallait faire rudement gaffe où on posait les pieds et ne boire que du vin.



On s'est donc retrouvés face à face avec les Boches, mais seulement un peu plus loin et un peu plus tard. Il nous semblait qu'elle ne s'arrêterait jamais, cette putain de guerre!



On massacrait aussi sur les mers, paraît-il, et on comptait en tonneaux ce qu'on envoyait par le fond. Mais d'un périscope à un autre, c'était la même cible, la même idée, et le même pauvre bougre qu'on assassinait au nom de la patrie... Parce que nous étions tous des enfants d'une patrie et que c'était bien là notre malheur.



Les Allemands, eux aussi, se faisaient rataliner au fond de leurs tranchées avec l'illusion de calancher pour leur patrie. De plus, ils mouraient le ventre vide. A Berlin, on ne bouffait plus que des navets, mais comme Guillaume ne faisait pas encore la queue pour les patates, la guerre continuait.



On refilait un coup de rouquin au type qu'on avait voulu tuer deux minutes plus tôt et qui, blessé, venait de se rendre. C'était absurde mais c'était dans les conventions. Sapin l'aurait bien achevé, le mitrailleur boche qui avait descendu Frelon et Lamanrin.

Ça arrivait quelquefois qu'on ne passe pas de prisonniers. C'était pas dans les règles, ça, mais qu'il y en ait eu des règles, là où on nous avait placés, c'était un vrai foutage de gueule ou je m'y connais pas ! Trop tard pour les leçons de maintien !



Et puis un soir je l'ai revu, mon Alboche du p'tit bois. Il m'a même tiré du trou où je m'enlisais. Il n'était donc pas mort du côté de Verdun comme je l'avais cru. Il était donc encore avec nous, lui aussi... On a pas pu se causer parce qu'on ne parlait pas la même langue, c'était bien dommage.



Un plateau truffé d'artillerie et de blockhaus, voilà ce qu'on était censés prendre en partant du bas et, bien entendu, face aux mitrailleuses. On allait s'en occuper vite fait bien fait, de ce plateau, sous la neige de ce mois d'avril. C'était l'offensive de la victoire tant annoncée, depuis des semaines par cette baderne de Nivelles. On était à Craonne et on ne pouvait pas rêver pire endroit au monde !



Faisant bien sûr partie des premières vagues d'assaut, les tirailleurs sénégalais sont tombés par milliers seulement pour des primes.

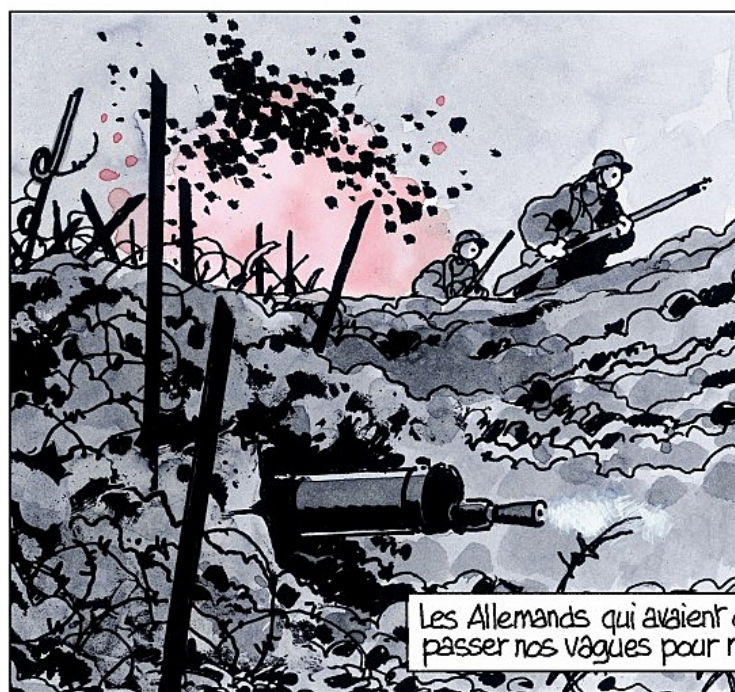


On était à Craonne et on venait d'hériter de toutes les vérolas à la fois.



Elle était raide, la pente, croyez-moi ! Si on avait eu le pot de franchir les barbelés il fallait ensuite essayer de grimper. On balançait nos grenades qui nous redéboulaient sur le cassis, alors on redescendait assez vite, mais il fallait y retourner dare-dare.

On y est retournés encore et encore, sans jamais réussir à prendre pied sur ce foutu plateau ! En bas, la plaine était bleue. On patageait dans les viscères. Nous étions abandonnés entre les pattes d'un individu incompetent et buté, haut placé dans la hiérarchie des assassins.

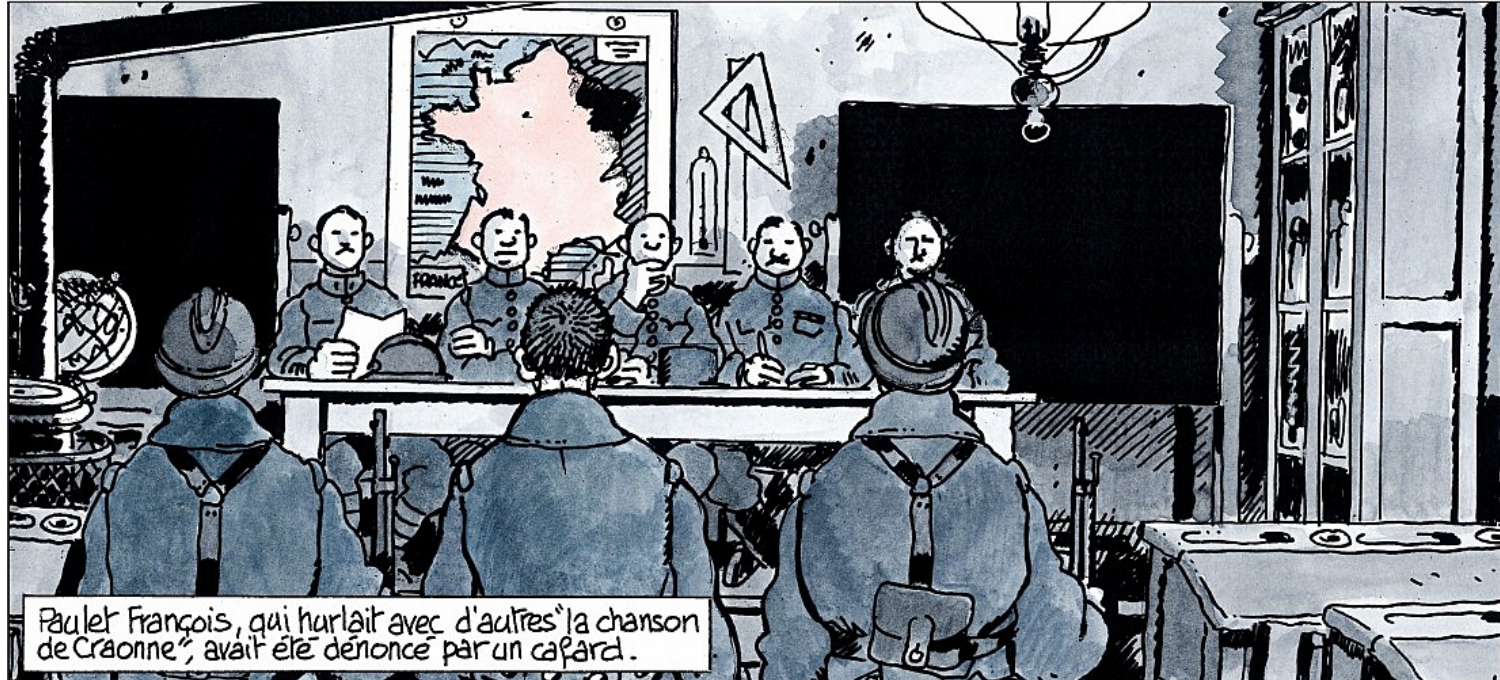


Les Allemands qui avaient creusé des galeries laissaient passer nos vagues pour mieux les prendre à revers.



On voyait les copains virer au noir sur les séchoirs, d'autres appelaient les brancardiers, leur mère ou la Sainte Vierge, mais tous, à coup sûr, auraient bien voulu voir le général à leur place ! C'était pas sérieux. Un délire d'agonisant, sans doute, qui leur faisait perdre la tête !





Pauler François, qui hurlait avec d'autres "la chanson de Craonne", avait été dénoncé par un cafard.



Plus grave encore, il avait refusé de remonter en ligne, parce que c'était la grève. Le conseil de guerre parlait de mutinerie, bien qu'aucun officier n'ait été brutalisé par les hommes de sa compagnie.

Tout ce qu'a déclaré Pauler s'est retourné contre lui. Il leur a dit qu'il n'en pouvait plus. Il a exprimé son découragement et sa révolte, après les assauts inutiles et meurtriers du mois d'avril. Plus grave encore: il a refusé de moucharder ceux qui lui avaient appris les paroles de la chanson.

Il savait, en rentrant dans la salle de classe, que son sort était réglé avant même qu'il n'ait ouvert la bouche. Ses "juges" lui ont dit: «Vous n'êtes pas digne d'être Français!» ... Comme si ça avait une quelconque importance!

Pas de circonstances atténuantes pour Pauler... D'autres avaient eu plus de chance. Après avoir accompli son indigne besogne, le tribunal s'en est allé, la conscience tranquille et assez fier d'appartenir à l'armée française.

Ils ont bouclé Pauler dans une cave. Dehors, deux pandores montaient la garde. Il avait entendu dire que des gendarmes avaient été abattus par des soldats, pour avoir fait passer en conseil de guerre, un jeune troufion qui avait piqué du pinard. Ça lui mettait un peu de baume au cœur à Pauler. Il a refusé de recevoir l'aumônier et n'a pas touché à la nourriture qu'on lui avait apportée, mais puisqu'on lui avait laissé son perlot, il s'est roulé une cigarette en attendant que le jour se lève.



A l'aube, un détachement a conduit Paulet au pied d'un mur devant lequel on avait dressé un poteau de bois.

On ne fusillait jamais deux fois à la même place mais pour lui ils avaient fait une entorse au règlement, car le poteau avait servi la veille.



Ils sont passés devant le front des troupes. Le condamné était encadré par quatre soldats et un sergent. Les tambours battaient aux champs. C'était dans le règlement.

Le piquet d'exécution, sur deux rangs, était composé de quatre sergents, quatre caporaux et quatre soldats, dont les armes avaient été chargées avant l'arrivée du soldat condamné. C'était dans le règlement.

Un de ceux du conseil de guerre était présent. Il y avait aussi l'aumônier et le greffier qui a lu l'extrait du jugement, pendant qu'on attachait Paulet au poteau. Ils ont voulu lui bander les yeux, comme il est écrit dans le règlement. Il a refusé le bandeau.

François Paulet ne s'occupait plus du sinistre cérémonial qui se déroulait tout autour de lui. Il ne pensait qu'à Rose et à leur enfant qui allait naître. Il se disait qu'il ne fallait plus fournir cette chair à canon dont étaient si friands les responsables de la ruerie en cours.

On l'avait déguisé en tueur et maintenant on l'assassinait parce qu'il ne voulait plus marcher dans la combine. Il espérait que ce bébé serait une fille pour ne pas porter les armes ou, si c'était un gars, qu'il soit mort-né.



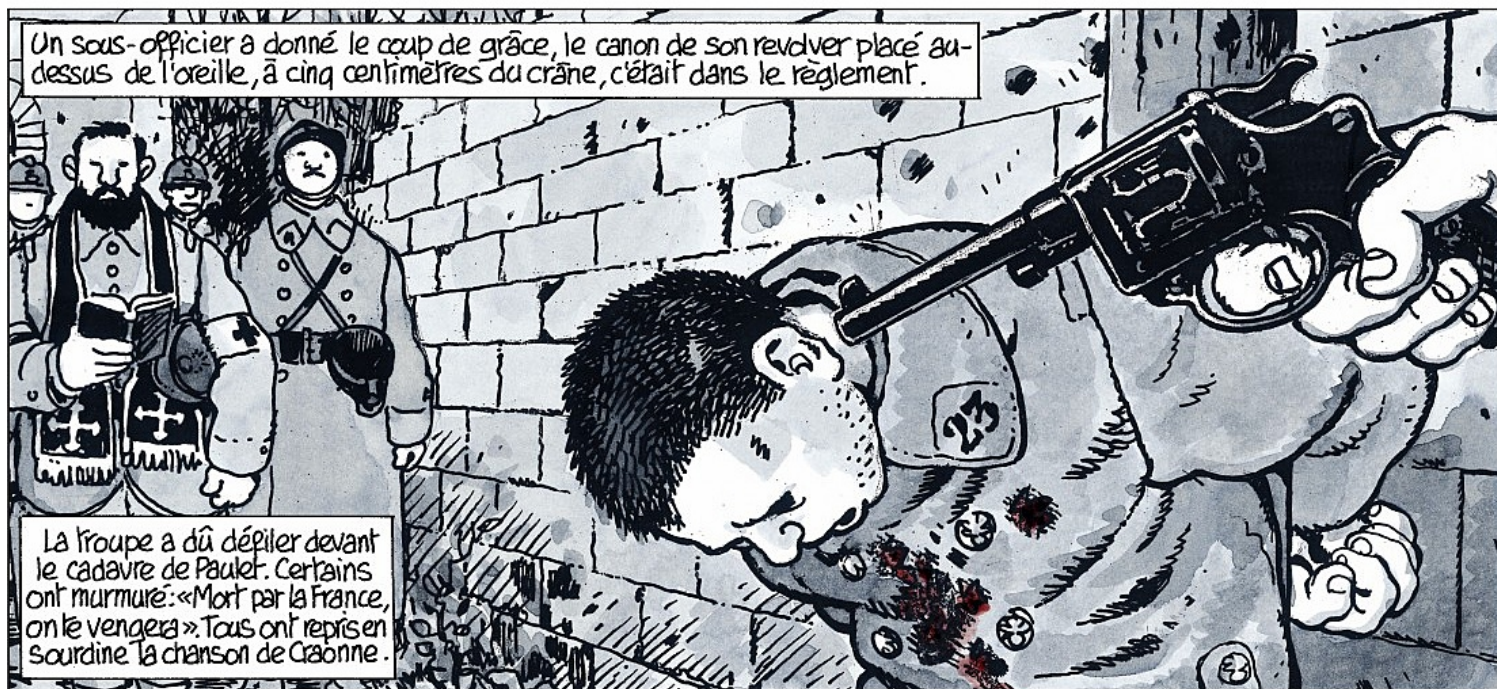
Le peloton s'est avancé à six mètres du condamné. L'adjudant qui commandait s'est placé à quatre pas sur la droite et deux pas en avant. Il a levé son sabre. Les douze hommes ont mis en joue, visant le milieu de la poitrine, c'était dans le règlement. Paulet se demandait si ce qu'on racontait - cette histoire de balle à blanc - c'était de la rigolade, ou quoi ? L'adjudant a laissé au piquet le temps d'ajuster son tir. « Visez juste, vous ne feriez que prolonger sa souffrance ! » **FEU!**



Ce qui aurait été logique, c'est qu'on charge nos fusils, qu'on abatte nos chefs. On aurait pu enfin parler d'une mutinerie salutaire ! Ce qui aurait été épatant, c'est que les Allemands passent la même chose de leur côté. Mais au lieu de ça, nous assistions sans bouger à la mise à mort de François Pauler et je n'étais pas fier de moi.



Un sous-officier a donné le coup de grâce, le canon de son revolver placé au-dessus de l'oreille, à cinq centimètres du crâne, c'était dans le règlement.



La troupe a dû dépiler devant le cadavre de Pauler. Certains ont murmuré: «Mort par la France, on te vengera». Tous ont repris en sourdine la chanson de Craonne.

Ah ! Comme il porte beau dans son bel uniforme le général Nivelle ! Quand on pense qu'il y a des tas de types auxquels ça n'allait pas du tout, l'uniforme, et qui sont morts de l'avoir porté !





Une fois les "mutineries" matées, amélioration de l'ordinaire, salade, graissage et chocolat, rétablissement des permissions et limogeage du général, on a fini par l'avoir, ce putain de plateau. Ça nous avait pris sept mois ! Les Allemands allaient le reconquérir en vingt-quatre heures, en 1918 !

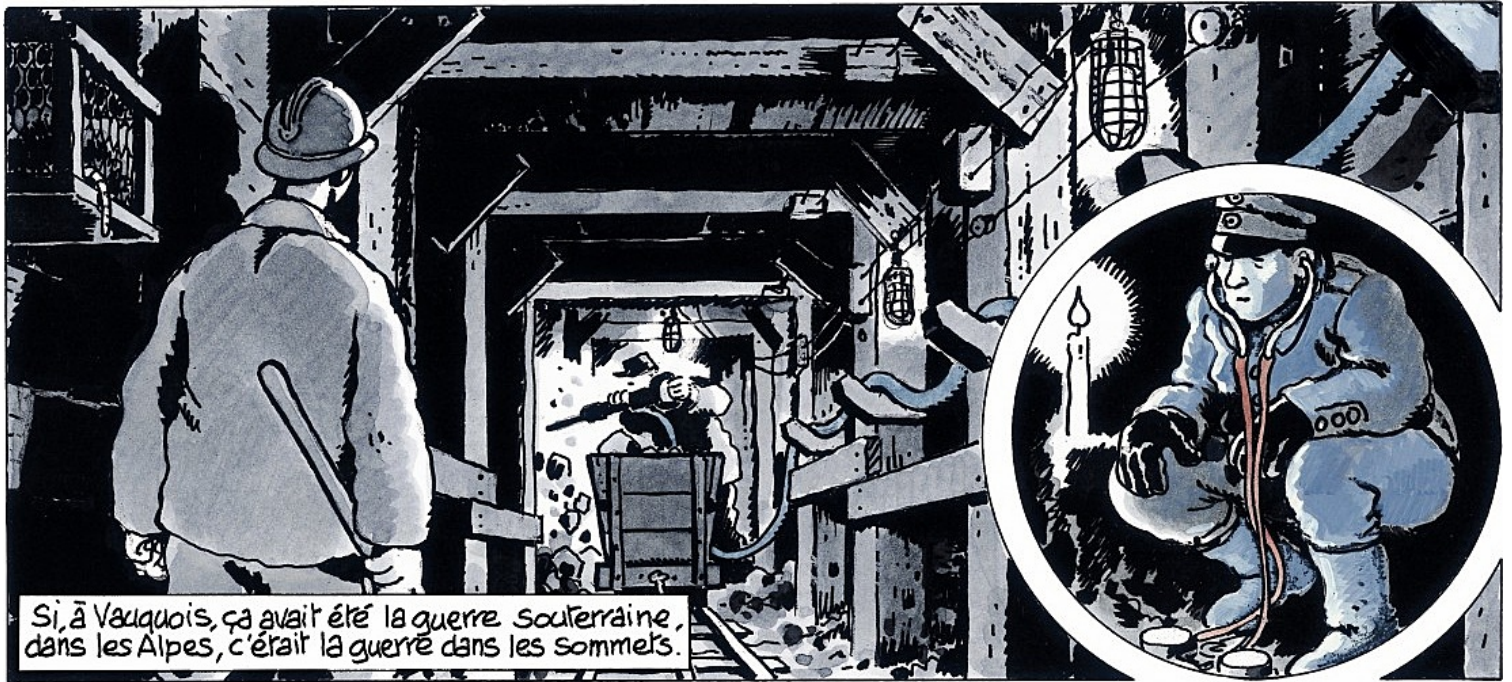


De Craonne à la route du Chemin des Dames 'y a pas loin. On peut dire qu'on en a mis du temps, et qu'on en a laissé derrière nous, des copains, pour le franchir, ce chemin !

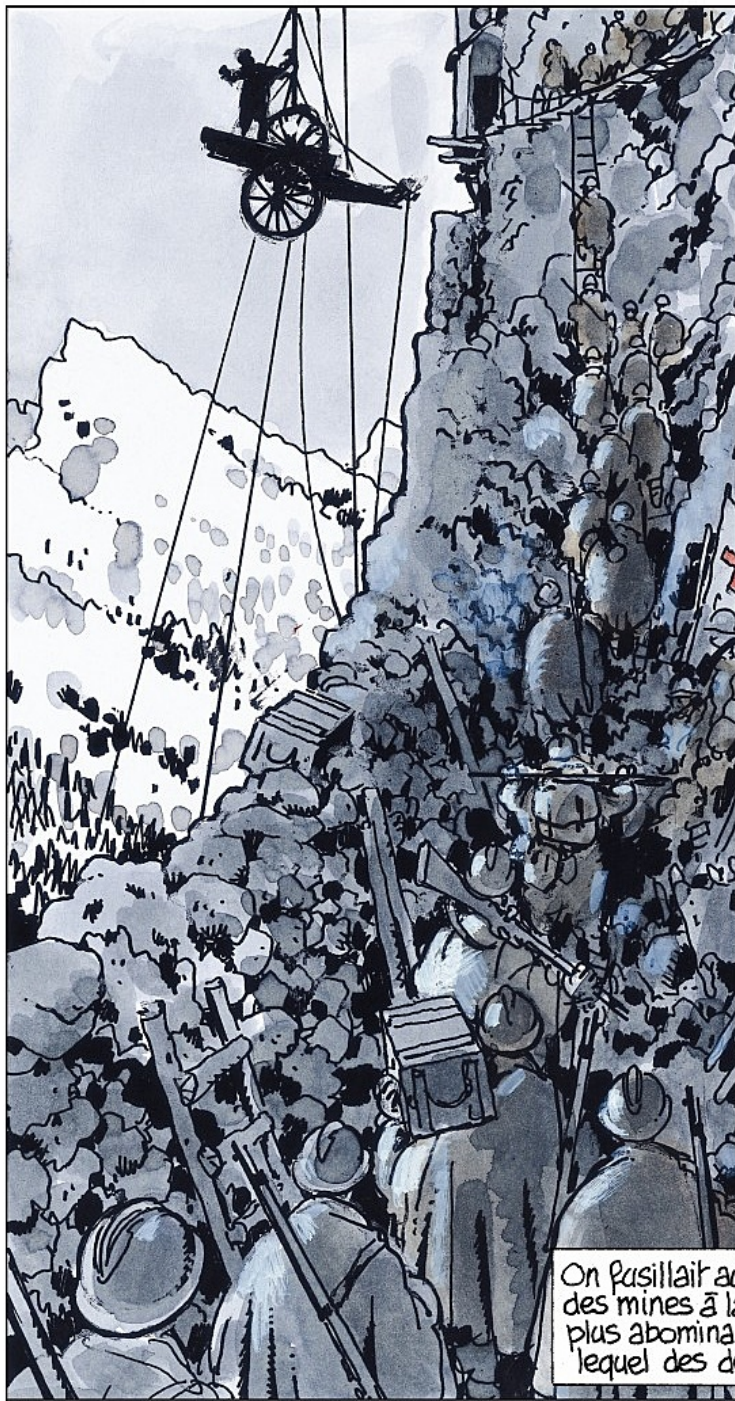
Le Chemin des Dames, pourtant, c'était joli comme nom.



Les Russes n'avaient plus le cœur à se battre chez nous. Ils formaient des soviets, leurs officiers ne pouvaient plus les contenir, alors on a dû les retirer du front et les expédier vers leur camp de la Courtine, dans la Creuse. Moi, ouvrier fumeur chez Biscome, rue des Panoux, j'y serais bien allé jusqu'à Moscou pour voir à quoi ça ressemblait, une révolution, parce qu'ici, c'était pas ma place ! Nous, on se laissait conduire aux abattoirs en chantant "l'Internationale" dans les rangs.



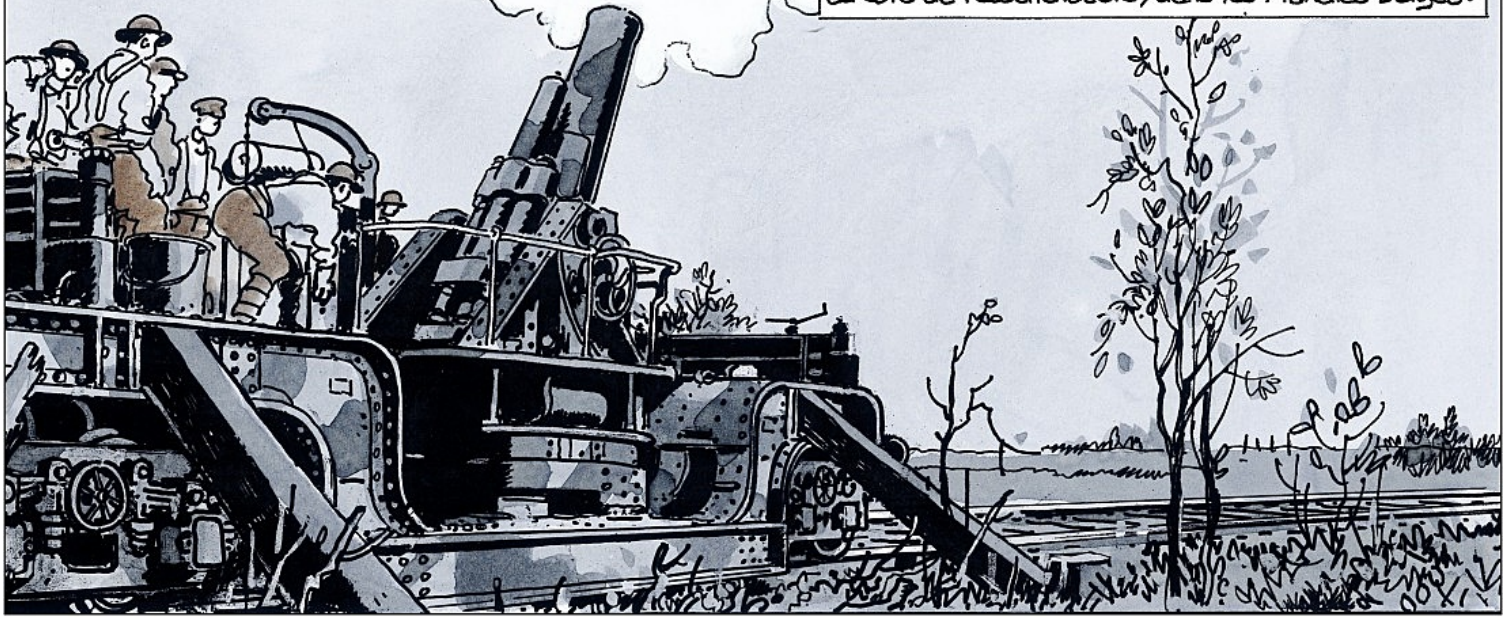
Si, à Vauquois, ça avait été la guerre souterraine, dans les Alpes, c'était la guerre dans les sommets.



Les Italiens se battaient à la verticale contre les Autrichiens, qui "la sautaient" dans la montagne.

On fusillait aussi beaucoup pour l'exemple chez les Italiens. De la guerre des mines à la guerre des cimes, je ne savais laquelle des deux était la plus abominable. D'un général italien à un général français, je ne savais lequel des deux il aurait fallu abattre en priorité.

En septembre, les Anglais morflaient énormément du côté de Passchendaele, dans les Flandres belges.

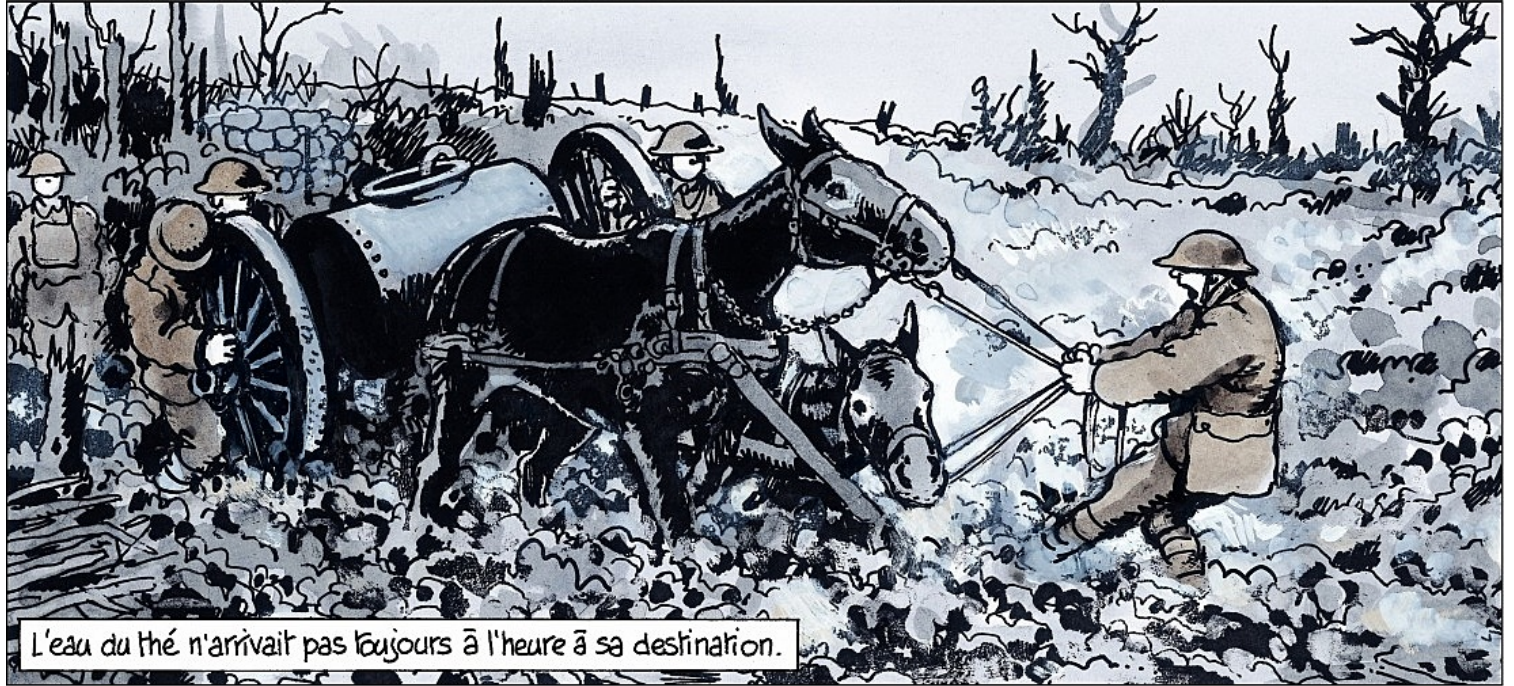


C'était plus une armée de métier qui s'enlisait, mais des conscrits venus mourir dans ce bourbier sous la pluie glacée.

Pour combler les pertes, la taille réglementaire du futur sacrifié avait été revue à la baisse, soit un mètre cinquante, et des bataillons de petits soldats avaient été constitués dès le début de la guerre. J'en avais vu. Des Bantams, ils appelaient ça. J'ai appris que c'était le nom d'une race de petits coqs de combat.



Ces Bantams, vite épuisés, n'étaient pas très bons à la tuerie. On les a traités de dégénérés. On en a fusillé. D'un général anglais à un général français, je ne savais lequel des deux était la plus grosse ordure ... J'hésite encore.



L'eau du thé n'arrivait pas toujours à l'heure à sa destination.



Les Allemands s'accrochaient avec entêtement.



Les "Britches" semblaient méthodiquement.

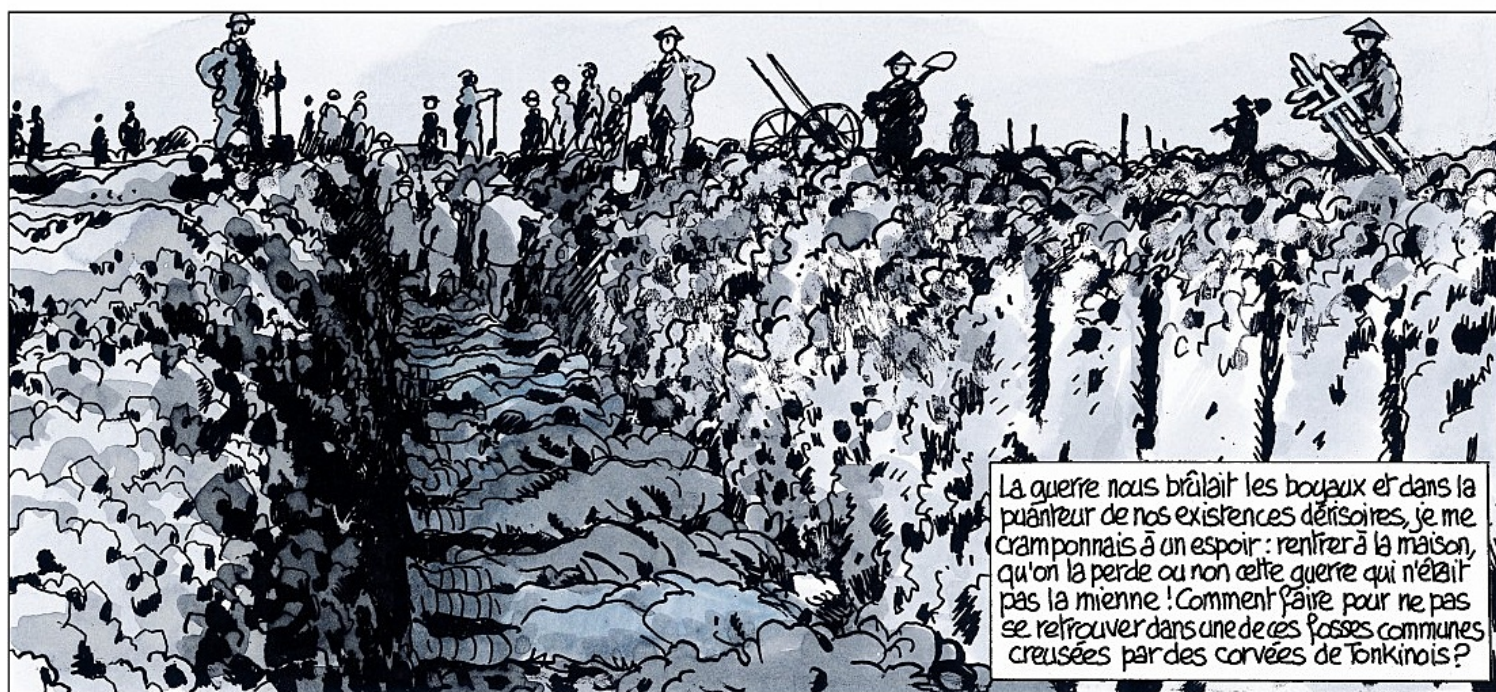
En novembre, les Américains qui étaient arrivés fin juin par pleins bateaux se trouvaient enfin sur le terrain. La guerre n'avait qu'à bien se tenir! Ils accomplissaient chez nous, les veinards, un voyage de plusieurs siècles dans le passé. Ils se dégrassaient, à poil, à la pompe du patelin pourri où on les avait cantonnés, ils avaient du papier cul et allaient même jusqu'à se brosser les dents, ce qui effrayait les bouseux du coin. En somme, c'était un corps expéditionnaire chez les gros dégueulasses.



Les enfants de l'oncle Sam, c'est tout juste s'ils n'avaient pas apporté de la verroterie et du sel! Ils étaient bien gentils avec nos grands-mères, les petits enfants et les jeunes filles. Par la suite, ça a été bien difficile de savoir comment ils avaient trouvé ça, l'Europe en pleine déglingue... Après tout, ils venaient eux aussi du même lisier que nous.



Pendant que les Sammies s'entraînaient à attraper les Allemands au lasso, nous autres, on continuait.





1917



L'année du doute et des occasions manquées.

En décembre 1916, l'Allemagne, comme maîtresse du jeu, toujours puissante militairement et forte de ses conquêtes territoriales en Europe, propose aux puissances ennemies l'ouverture de pourparlers pour une paix. L'offre est judicieuse. Si les Alliés acceptent, Berlin espère obtenir une bonne paix et l'empereur d'Allemagne sera celui qui, aux regards du monde, aura mis fin au carnage. Et si les Alliés refusent, le kaiser pourra affirmer à son peuple et à ses armées que l'Entente ne veut que l'extermination de l'Allemagne. Il pourra alors justifier la continuation de la guerre, "en déclinant solennellement toute responsabilité devant l'humanité et l'histoire". Immédiatement, les chefs de gouvernements alliés font connaître qu'ils refusent de tomber dans le piège. Le 16 décembre, pressenti comme arbitre, Wilson, le président des États-Unis invite tous les belligérants à faire connaître leurs buts de guerre. Au début janvier, les deux camps répondent qu'ils énonceront clairement leurs prétentions qu'à la table des négociations. De son côté, l'ambassadeur américain à Berlin estime que les Allemands, si leurs offres de paix étaient refusées, profiteraient d'un courant d'opinion favorable et pourraient reprendre la guerre sous-marine totale contre la

décisive qui provoquera la dislocation du front allemand et par conséquent la fin de la guerre. Et, tous se mettent à croire en la parole du nouveau chef qui, habilement, assure que la victoire est certaine. Haig, le commandant des armées britanniques, est lui-même charmé par Nivelles, qui lui vante ses méthodes (attaque brusquée sans

table, jusqu'à 50 kilomètres dans certains secteurs, va leur permettre un important raccourcissement du front, provoquer une réelle économie des troupes en ligne et autoriser une meilleure défensive, tout en attendant les résultats bénéfiques de la terrifiante guerre sous-marine qu'ils préconisent. En effet, les deux généraux,

l'empereur. Le 15 janvier, une note allemande informe les États-Unis de la reprise de la guerre sous-marine à compter du 1^{er} février. "Tous les navires alliés et neutres, rencontrés en mer du Nord, en Atlantique jusqu'à l'Espagne, et dans les eaux territoriales britanniques s'exposeront à être coulés sans avertissement, exception pour les transatlantiques américains reconnus se trouver sur un itinéraire régulier." 128 sous-marins, dont certains très modernes, sont prêts à commencer la chasse. La réplique américaine est immédiate : c'est la rupture des relations diplomatiques. De son côté, Nivelles prépare son brutal et fulgurant coup de poing en défendant, encore plus que ne le faisait l'entourage de Joffre, les vertus de la hardiesse et de l'offensive à outrance. Son plan est simple : organiser une série d'attaques franco-anglaises dans la Somme, entre Arras et Bapaume ainsi que dans le nord de l'Oise, avant que de chercher la rupture sur le front de l'Aisne. La préparation d'artillerie ne doit pas dépasser huit jours, aussitôt suivi par une attaque de rupture, se poursuivant pendant 48 heures, avant que ne commence l'exploitation des brèches. Satisfait, le maréchal Haig accepte, pour la durée de l'offensive, d'être sous les ordres du généralissime français, de même les Russes et les Italiens doivent, eux aussi, attaquer sur leurs fronts respectifs. Les zones d'attaques s'organisent ; l'artillerie s'installe ; les ordres circulent, quand, brutalement, le 16 mars, débute l'audacieux repli allemand. Dans l'instant, Nivelles ne veut pas croire à la réalité ni à l'importance de l'événement. "Il est peu vraisemblable que l'ennemi abandonne sans combat, ou même sans résister à outrance, l'un des principaux gages qu'il tient sur notre sol."



longue préparation d'artillerie) et lui fait accepter son "plan surprise". Mais à Beauvais (le nouveau quartier général français), certains généraux, comme Pétain et Lyautey (le ministre de la Guerre), font déjà preuve de beaucoup de réserve. Pendant ce temps, alors que l'euphorie berce les

confrontés aux innombrables restrictions imposées par le blocus maritime allié aux populations civiles, mais plus graves encore à l'économie de guerre cherchent des solutions. Adroitement, ils vont savoir faire taire les divergences qui, à Berlin, concernent la reprise de la guerre sous-marine. D'un côté, par exemple, le chancelier Bethmann Hollweg est conscient des effets dévastateurs d'une reprise de la guerre sous-marine à outrance, alors que l'amiral von Tirpitz, père et fervent défenseur de l'arme sous-marine allemande, assure de la rapidité des résultats. Il défend une thèse selon laquelle la Grande-Bretagne sera contrainte de cesser les combats au bout de six mois. Dans ses mémoires, Ludendorff écrit : "La guerre sous-marine à outrance était devenue le dernier moyen de terminer victorieusement la guerre dans un temps plus ou moins rapproché. La perte du tonnage et la diminution des importations créeraient à l'Angleterre des difficultés économiques qui excluraient la continuation de la guerre. Je croyais pouvoir compter sur des résultats décisifs, tout au moins dans le délai d'un an, par conséquent avant que l'Amérique eût pu paraître dans l'arène avec ses nouvelles formations." Et le pas est franchi par décision de



Grande-Bretagne, sans redouter une réaction hostile de Washington. À ce moment-là, en France, la disgrâce de Joffre est consommée. Nivelles, son remplaçant, subjugue le pays. Chacun est dans l'attente de sa bataille

couloirs parisiens, Hindenburg et Ludendorff étudient, sur le front français, le repli des armées allemandes sur une nouvelle ligne de défense Arras-Saint-Quentin-La Fère, ligne qu'ils font activement fortifier. Ce retrait considé-





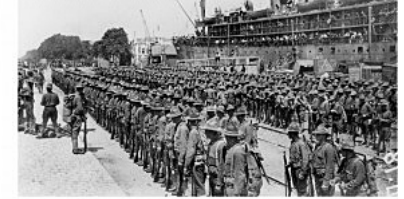
Enfin il se convainc et s'enthousiasme : " L'ennemi bat en retraite, la guerre de mouvement est commencée." Mais dans les faits, c'est une catastrophe pour le plan Nivelle. Tout d'abord, l'ennemi se retire, sans être inquiété ni forcé de subir des pertes, sur des positions très fortifiées. Le terrain abandonné est systématiquement mis à sac par les troupes allemandes. Les ouvrages d'art et les voies de communication sont détruits, les arbres coupés, les puits empoisonnés, les villages ruinés, les industries déménagées, les populations déplacées. Par contre, ce vandalisme est avantagement commenté par une presse parisienne, toute disposée à

Micheler et Franchet d'Espèrey émettent des réserves. Puis, le président questionne Pétain qui, sans détour, argumente qu'il n'y croit pas. Alors, devant la froude de ses subordonnés, Nivelle fait savoir qu'il ne lui reste qu'à démissionner. Mais Poincaré s'interpose, confirme au généralissime qu'il garde la confiance du gouvernement, qu'il existe une volonté politique pour que l'attaque soit réalisée, et que la question militaire ne dépend que du GQG. La liberté d'action est laissée à Nivelle. Les préparatifs peuvent donc continuer. A ce moment-là, de l'autre côté de l'Atlantique, le président Wilson, avec l'accord du Congrès réuni en session extraordinaire le 2 avril, vient de déclarer l'état de guerre avec l'Allemagne. Deux faits majeurs ont conduit le président à cette extrémité. Tout d'abord, la guerre sous-marine à outrance, commencée depuis deux mois, mais également le

réserver un rôle d'arbitre. Par contre, en Russie, la situation est moins rassurante. Début mars, de nouvelles restrictions alimentaires ont été proclamées et la capitale Petrograd s'est soulevée. Des grèves ont paralysé l'économie, mais lorsque le Tsar a ordonné à ses troupes de rétablir l'ordre, l'armée s'est rangée du côté des insurgés. Une partie des mutins souhaite que la Douma (le parlement russe) prenne ses responsabilités. C'est à l'appel des députés que l'empereur Nicolas II a abdiqué le 15 mars. Puis les parlementaires, assistés d'un conseil populaire (soviet) d'ouvriers et de soldats, ont constitué un gouvernement provisoire dirigé par un avocat, Kerenski. Mais si le gouvernement provisoire a rapidement indiqué qu'il entendait observer fidèlement toutes ses alliances, le soviet de Petrograd, quant à lui, réclame dans le même temps l'ouverture de négociations "avec les ouvriers des pays ennemis". Ainsi l'inquiétude reste grande chez les Alliés. En effet, si la chute d'un régime autocrate et autoritaire, remplacé par un gouvernement parlementaire, ne pouvait que consolider auprès des opinions internationales les idéaux défendus par l'Entente, le spectre d'une armée fatiguée, rongée par le doute, et/ou des troupes décidant de refuser de continuer le combat, ne peut être écarté. Ainsi, alors que certains rêvent de paix pour faire la révolution, d'autres espèrent le retour de la paix pour l'éviter. Et la Suisse est au centre de ces intrigues et bruissements. D'un côté, l'Allemagne, qui souhaite ébranler encore un peu plus le colosse russe, vient de favoriser le retour clandestin d'un proscrit vers la Russie. Il s'appelle Lénine. Réfugiés en Suisse, lui et ses amis proches, tous adeptes d'un socialisme extrémiste, viennent de traverser le Reich dans un wagon "plombé". La révolution bolchevique est en marche. De l'autre bord, le prince Sixte de Bourbon-Parma, officier dans l'armée belge, mais frère de l'impératrice d'Autriche, reine de Hongrie, vient de commencer une série d'entretiens avec l'empereur Charles. Mais beaucoup, dans les capitales

alliées, considèrent que la monarchie austro-hongroise est prisonnière de pratiques d'un siècle passé et reste un des derniers refuges de l'obscurantisme en Europe. Tout sera donc fait pour faire taire et étouffer les possibilités d'une paix séparée avec Vienne. Et pendant ce temps, à Beauvais, au GQG, sans vraiment analyser les nouvelles données politiques, initiées par l'entrée en guerre des États-Unis et les événements en Russie, Nivelle continue de dresser ses plans. Avril sera le mois de la victoire. L'offensive Nivelle, en forçant

Arrivée des premières troupes américaines.



simultanément le front allemand, à l'ouest en Artois et à l'est de l'Oise à l'Aisne, doit obliger les armées allemandes à se replier profondément et ainsi à libérer une grande partie des départements occupés. Et la reprise de la guerre de mouvement ne peut qu'avantager les armées alliées, les effectifs étant encore largement en leur faveur. Le lundi 9 avril, lendemain de Pâques, les Anglais s'élancent de part et d'autre d'Arras, prennent la crête de Vimy, mais sans rompre le dispositif allemand. Le 12, le groupe d'armée du Nord, commandé par le général Franchet d'Espèrey, attaque, à son tour, en direction de Saint-Quentin, mais il se trouve très vite terrassé par les feux ennemis. Mais, pour Nivelle, ces deux actions ne présentent qu'un intérêt secondaire. L'effort principal est prévu entre Soissons et Reims, avec, en son milieu, le Chemin des Dames. Il doit débuter le 14 avril. Intellectuellement, le choix de ce secteur d'attaque est pertinent. Rompre rapidement le front en cet endroit, c'est précipiter la débâcle des armées allemandes fragilisées par l'effondrement de la partie centrale de leur ligne défensive. Mais sur le terrain, c'est un autre regard.



Char lourd français Saint-Chamond.

communiquer les informations et les images abondamment divulguées par le Grand Quartier Général. Quant au plan primitif de l'attaque, il est entièrement désorganisé, mais Nivelle ne veut pas l'abandonner. Considérant que les deux fronts principaux de ses offensives (la région d'Arras pour les Britanniques et le chemin des Dames pour les troupes françaises) sont peu perturbés par le recul allemand, il décide simplement de s'adapter à la nouvelle situation et de retarder les opérations. Pourtant, certains s'inquiètent et des voix s'élèvent, dont le ministre de la Guerre, le général Lyautey. Mais peu habitué aux pratiques et aux susceptibilités parlementaires, celui-ci bientôt démissionne. De son côté, Pétain juge le plan trop téméraire et alarme sur le risque non négligeable de la possible usure de toutes les réserves. Inquiété à son tour, Poincaré, le 6 avril, réunit un conseil à Compiègne mais Nivelle est formel : pour lui, la rupture et l'exploitation ne font pas de doute. Interrogés, le général Castelnau est plus prudent, alors que les généraux

décryptage d'un télégramme secret allemand envoyé au gouvernement mexicain. Dans le télégramme, Berlin proposait à Mexico une alliance militaire et l'incitait à s'engager dans la reconquête du Nouveau-Mexique, de la Californie, du Texas, et de l'Arizona. C'était la provocation de trop. Le président américain, alors soutenu par un puissant courant de sympathie populaire pour la cause de l'Entente, n'avait pas d'autre alternative. Il est également vrai que l'accroissement grandissant des achats alliés, associés aux considérables emprunts effectués par l'Entente aux États-Unis, imposait une telle dépendance économique que les créanciers américains ne pouvaient que souhaiter la victoire du camp allié. Cette entrée des États-Unis dans le conflit provoque un grand soulagement et de grandes espérances dans le camp des Alliés. Toutefois, les accords passés entre Washington et les gouvernements de l'Entente stipulent bien que les États-Unis s'engagent comme associé et non pas comme allié : c'est que Wilson entend toujours pouvoir se



Fantassins Français en première ligne.

Le relief se prête admirablement à la défensive. Des falaises escarpées, de très nombreuses et profondes carrières souterraines, des défenses bétonnées, tout un



Troupes russes en France.

terrain solidement organisé, voilà ce que les soldats vont devoir attaquer. Et pour cela, Nivelles a rassemblé une très importante force, puissante de trois armées, mais qui comprend la totalité des réserves françaises disponibles. Ce sont donc 60 divisions françaises qui vont s'opposer à 40 divisions allemandes. La concentration d'artillerie est la plus importante jamais réunie. Sur 60 kilomètres, 5 400 canons dont 2 000 pièces lourdes, soit une pièce tous les 15 mètres, vont



Un abri écrasé, Verdun 1917.

pilonner, pendant sept jours, le dispositif allemand. La contrepartie de ce déluge est que le bombardement ruine tout effet de surprise. Plus grave encore est le mauvais temps qui contrarie l'observation aérienne et terrestre, et oblige à retarder l'attaque de 48 heures. Enfin le 16 avril, à 6 heures du matin, alors que le temps est exécrable et glacial, les troupes sortent des tranchées, mais, très vite, sur l'ensemble des secteurs, les hommes se heurtent à des défenses intactes, des réseaux de barbelés peu détruits et des feux de mitrailleuses précis. Comme si les Français étaient attendus. En fait, l'offensive n'est pas une surprise pour le commandement allemand. Trop de fuites, de rumeurs,

d'indices, et même d'articles de journaux l'ont alarmé depuis des semaines. Pire encore, quelques jours avant l'assaut, à la suite d'un petit coup de main dans les lignes françaises, les Allemands ont saisi sur un officier l'ensemble des ordres d'engagement de trois corps d'armées. Les Allemands, entièrement informés, ont eu le temps de s'organiser pour enrayner l'offensive. Près de Berry-au-Bac, un peu avant 7 heures, les chars français sont engagés pour la première fois. Huit groupes de seize chars Schneider, mastodontes maladroits et lents, se dirigent vers les lignes allemandes. Tout de suite, sous le feu de l'artillerie adverse, ils parviennent vers 11 heures aux abords des deuxième lignes qu'ils franchissent dans le début de l'après-midi. Mais les troupes d'accompagnement n'ont pas suivi et les chars se retrouvent sous les tirs directs de l'artillerie de campagne allemande. Au soir, le bilan est désastreux. 80 chars sont perdus, la plupart avec leur équipage. Quant aux pertes humaines, elles dépassent les 20 000

tués pour cette seule journée. Il faut se rendre à l'évidence : aucun des objectifs n'est atteint. L'attaque est un énorme échec. Pour la troupe, l'immense espoir que représentait ce dernier coup de rein se transforme immédiatement en une cafardeuse désillusion. Nivelles pourrait arrêter le massacre, mais il s'entête. Il déclare même le lendemain que "la victoire est toujours plus certaine". Et pendant trois jours, les combats reprennent et

s'étendent vers les Monts de Champagne. Il y a bien quelques avancées, des prisonniers, des tranchées conquises, mais tout cela est très chèrement payé. Et Nivelles s'obstine, oubliant son engagement pris à Compiègne d'arrêter l'opération si, dans les 48 heures, la rupture n'était pas effective. Le gouvernement s'inquiète. Des parlementaires dénoncent les conditions de l'attaque, comme sa mauvaise préparation. Ils accusent le service de santé de graves manquements et soulignent les difficultés rencontrées dans l'évacuation des blessés. Il en avait été prévu 10 000, mais c'est 120 000 qu'il a fallu accueillir. Les défaillances relevées sont vite comparées

à une bataille de rupture, rappelant le pire temps des semaines d'août 1914. Utilisation des troupes noires est également évoquée. Les tirailleurs africains, transis, physiquement accablés par la pluie et la neige, se sont retrouvés impuissants devant les mitrailleuses ennemies. Sur 10 000 Noirs engagés, 6 300 sont tombés. Le doute commence à se répandre à l'avant comme à l'arrière. Nivelles est convoqué et doit s'expliquer car il prévoit une nouvelle offensive pour la fin avril. En fait, comme une sorte de retour dans les errements passés, il transforme sa bataille de rupture



Rationnements à Paris.

en bataille d'exploitation. Les faits sont assez graves pour que le gouvernement réagisse. Un premier pas est fait vers sa disgrâce : Pétain lui est adjoint comme chef d'état-major général. Est-ce l'œil du gouvernement au GQG ? Mais pour Nivelles, l'affaire n'est pas terminée. Il essaie, pour dégager sa responsabilité, de trouver des coupables, en se débarrassant de certains de ses lieutenants. Puis, entre le 30 avril et le 5 mai, il ordonne de nouvelles offensives partielles sur le Chemin des Dames et autour de Reims. Les attaques reprennent, inutiles et meurtrières, sur des objectifs le plus souvent inattaquables. Certains généraux s'obstinent à vouloir franchir les lignes ennemies et provoquent des tueries inadmissibles, mais d'autres, faisant preuve de bons sens, s'opposent à sacrifier leurs troupes et le font savoir au gouvernement. Nivelles en est ulcéré : il conteste, mais son autorité est bien diminuée. Enfin, le 15 mai, le Conseil des ministres retire son commandement à Nivelles, qui est remplacé par le général Pétain, et nomme Foch, sorti de sa disgrâce, chef d'état-major général et conseiller militaire du gouvernement. Immédiatement, le nouveau généralissime fait savoir

qu'il arrête les opérations d'envergure. Cette décision est sage, mais elle brise les derniers espoirs de ceux qui espéraient la fin de la guerre.

la page du Chemin des Dames semble être tournée. En réalité, une autre page, tout autant dramatique, va lui succéder. Les semaines à venir vont projeter, dans la grande histoire de France, ce long et bucolique chemin où, depuis longtemps, les dames ne venaient plus flâner. Au même moment, un autre événement inquiète les autorités militaires. Il concerne les 20 000 soldats russes, envoyés en 1916 en France, à la demande du général Joffre. Installés à l'est du Chemin des Dames, leurs pertes sont sévères dès le premier jour de l'offensive Nivelles. Rapidement, des comités de soldats se

constituent, et fin juin, les troupes russes sont déplacées vers le camp de la Courtine dans la Creuse. Mais des controverses opposent violemment les partisans bolcheviques aux troupes loyalistes, qui finissent par se réfugier près d'Aubusson. Début septembre, le commandant des troupes russes, en France, présente un ultimatum aux rebelles puis, les loyalistes, appuyés par des troupes françaises, ouvrent le feu. Les combats cessent au bout de deux jours, mais si le bilan officiel fait état de huit morts, la réalité est vraisemblablement plus importante. Certaines sources citent une centaine de victimes, même si la fermeté de la censure de l'époque a presque étouffé les événements. Après octobre, Clemenceau laissera aux Russes un choix personnel entre continuer à combattre, devenir travailleur civil ou se retrouver dans des unités disciplinaires stationnées en



Départ en permission de soldats français.

Afrique du Nord. Il est vraisemblable que la connaissance de ces événements par la population aurait rajouté à l'intense émotion provoquée

par l'échec de l'offensive Nivelle. Déception qui coïncide avec une multiplication de mouvements grévistes. Les syndicats, forts de leurs effectifs croissants de par le développement des industries de guerre, s'affirment plus radicalement contre la guerre. Dans les grandes villes, les défilés sont considérables et journaliers. De très nombreuses femmes y participent, à la suite des midinettes des ateliers de couture. Les cris



Brancardiers britanniques.

de "À bas la guerre !" couvrent souvent les clameurs de ceux qui réclament des augmentations de salaire. Malvy, le ministre de l'Intérieur, comme en 1914, ménage la presse, dialogue et négocie avec les syndicalistes, évite la répression. Et ce, malgré les critiques virulentes d'une partie de la classe politique. En fait, l'agitation va progressivement diminuer et n'être plus que souvenir au début de l'été. Chez les socialistes, qui restent fidèle à "l'Union sacrée", des voix s'élèvent pour réclamer une paix blanche immédiate. Et lorsque, fin mai, le gouvernement refuse de donner ses passeports à la délégation désignée pour participer à la conférence socialiste internationale, réunie à Stockholm, il apparaît que ceux qui souhaitent l'ouverture de négociations sont maintenant très nombreux. En fait, devant tant de sacrifices, une partie de la France s'interroge : faut-il continuer à verser le sang pour la victoire ? Dans le même temps, une longue série d'affaires de trahisons, de corruptions, d'espionnages et de manipulations éclatent. Et, pour beaucoup d'entre elles, se découvrent, derrière, la main et l'argent des services allemands. Ainsi,



Escorteurs américains.

pouvons-nous évoquer l'achat du quotidien *Le Journal*, avec les dénommés Bolo Pacha, Letellier, Duval et le sénateur Humbert, puis un autre scandale avec le journal *Le Bonnet rouge* et son directeur Almeyreda, un anarchiste qui aimait rappeler l'anagramme de son nom, "ya la merde". Sans oublier la troublante Mata Hari, une danseuse orientaliste, manipulée par les services secrets allemands et français, et qui a fréquenté de très près le pouvoir civil et militaire. Bien entendu, les motivations de ces quelques égarés n'ont rien à voir avec les intentions réfléchies et lucides de ceux qui, bien attentionnés, voudraient voir cesser la destruction de la civilisation européenne. Ainsi le moral, à l'arrière, oscille entre la paix blanche de ceux qui veulent arrêter le massacre, et la poursuite de la lutte pour ceux qui estiment que la gravité du sacrifice humain interdit désormais de courber le front avant la victoire finale. Mais revenons au front. L'échec de l'offensive Nivelle a mis en évidence les erreurs et les fautes de commandement et beaucoup d'hommes ne font plus confiance en leurs chefs. Déjà, au cours de l'année 1916, de nombreux cas collectifs de refus d'obéissance ou d'abandon de poste avaient alarmé le commandement,



Cuisiniers Américains.

mais les perspectives victorieuses de l'offensive du printemps avaient fait reculer les actes d'indiscipline. C'est seulement à partir du 5 mai, au moment des relèves, que, tout au long du Chemin des Dames, des signes avérés de démoralisation font leur apparition. Les hommes s'opposent, expliquent, justifient. Et si à chaque fois l'ordre est rétabli, les refus d'obéissance se multiplient. Deux régiments sont particulièrement touchés. Au 321^e d'Infanterie, presque 150 soldats disparaissent au moment de remonter en ligne : quelques heures après, 33 présumés meneurs sont déférés devant un conseil de guerre. Mais celui-ci considère l'état de fatigue des

hommes et retient le manque de fermeté des officiers. Aucune condamnation à mort n'est prononcée. Ce qui se passe au 128^e d'Infanterie est différent. Engagé en Champagne, dans des attaques qui n'avaient aucune chance d'aboutir, le régiment est relevé le 15 mai et part au repos. Le 20 mai, les soldats apprennent qu'il leur faut remonter en ligne. Il fait chaud, le vin est largement consommé et, le soir, les hommes sont très remontés. Deux mitrailleuses sont braquées contre les mutins avant qu'ils ne se décident à se mettre en marche. Peu après, sept des révoltés se retrouvent devant la justice militaire et quatre sont condamnés à la peine de mort. Mais l'un d'entre eux, un instituteur, parvient à faire parvenir une lettre touchante à l'écrivain Anatole France. "Condamné (...) à la suite, en réalité, d'un procès de pensée, du fond de ma geôle, je m'adresse avec ferveur à l'homme et à l'écrivain dont la noble conscience et le talent incomparable sont célèbres dans l'univers (...) Maître, j'espère en vous." Le gouvernement est alarmé, une exécution pourrait aggraver la situation sociale et le ministre de la Guerre, Painlevé, intercède auprès de Pétain et de Poincaré pour obtenir la grâce des condamnés. Mais déjà les insubordi-

nations se propagent tout au long du front et les refus d'obéissance se multiplient. Les hommes hurlent *L'Internationale*, les campements bruissent de cris séditeux. Des régiments se rassemblent pour marcher sur Paris. Une rumeur, amplifiée de jour en jour, se répand dans toutes les unités : des soldats annamites ont tiré sur des ouvrières parisiennes. La vérité n'était qu'un simple fait divers, une rixe de rue qui dégénère, un tir malheureux et une femme qui succombe. Mais cette nouvelle en rajoute à l'amertume des combattants. Mais d'autres causes irritent les troupes. Les hommes ne supportent plus le maintien d'une discipline du temps des casernes qui est peu compatible avec les tracasseries du front. Ils critiquent une nourriture quelquefois insuffisante et toujours insipide, et surtout ils n'acceptent plus

Troupes Anglaises, dans les Flandres.



un irrégulier et injuste régime de permission. Dans certaines unités, elles sont supprimées depuis de nombreux mois, en raison de l'offensive Nivelle. De nombreux officiers, tout en déplorant les actes d'indiscipline, reconnaissent le bien-fondé des plaintes de leurs hommes. D'ailleurs, ceux-ci n'abandonnent pas les tranchées. Sorte de grévistes de l'attaque, ils veulent simplement être respectés. Citoyens soldats, ils refusent de n'être que de la chair à canon. Désormais, les mutineries se propagent sur toute la longueur du front. L'affolement saisit le gouvernement et c'est à Pétain de résoudre la crise. Dans l'urgence, il veut rétablir les cours martiales du début de 1914 mais le gouvernement s'y oppose. Reste que le droit de recours en révision est partiellement supprimé, et, provisoirement, pendant un long mois, Pétain a le pouvoir de décider des exécutions sans être obligé de transmettre les demandes de grâces au président. C'est l'époque où le service de la sûreté aux armées infiltre des agents provocateurs dans les unités. Ils y jouent le rôle d'agitateur, et encouragent les meneurs avant de les dénoncer. Pétain réprime, mais, dans le même temps, cherche des solutions et trouve des remèdes à la grande détresse de ses armées. Le tour des permissions est rétabli pour un maximum d'hommes. Des accueils sont organisés dans les gares. L'ordinaire est amélioré et des coopératives militaires à bon marché sont mises en service. Les troupes reçoivent des équipements et des effets neufs et les officiers de tout grade sont invités à dialoguer intimement avec leurs hommes. Des cycles de conférences sont programmés et Pétain lui-même prend



Sentinelle Allemande.



Et c'est presque en dictateur qu'il prend en charge le sort du pays, tout en refusant de se compromettre avec tous ceux qui songeraient à négocier. Mais déjà une nouvelle année se profile et, dans chaque camp, il y a toujours des raisons d'espérer. Les Empires centraux se sont libérés du front russe, ce qui dégage des centaines de milliers d'hommes qui vont pouvoir revenir combattre sur le front occidental. Et puis, vital pour l'avenir proche, ils disposent dorénavant de l'immense grenier à céréales de la Roumanie ainsi que de ses installations pétrolières. Chez les Alliés, le corps expéditionnaire américain continue de se renforcer : à terme, 42 divisions sont alors attendues et l'armée française semble rétablie. En Palestine, les Britanniques viennent de remporter d'importants succès, dont la prise de Jérusalem, et l'Italie semble pouvoir tenir son nouveau front. Quant à la guerre sous-marine, Berlin est en train de la perdre. Dans les deux camps, une paix de compromis n'est plus d'actualité : chacun se prépare pour vaincre par les armes. Et sur le front, dans le frimas hivernal, on peut quelquefois entendre un soldat fredonner la chanson de Craonne, devenue la complainte de leur désespoir de l'été 1917 :

“ Quand au bout d'huit jours, le repos terminé / On va reprendre les tranchées / Notre place est si utile / Que sans nous on prend la pile / Adieu la vie, Adieu l'amour / Adieu toute les femmes ”...

du temps pour faire la tournée des popotes. Progressivement, la confiance se rétablit. Peu à peu, les soldats ont le sentiment que leurs sacrifices et leurs efforts sont reconnus, que leurs revendications sont prises en compte et, surtout, que le temps des assauts inutiles est maintenant révolu. En juillet, l'ordre est rétabli, le temps de la convales-



Troupes autrichiennes de montagne dans les Dolomites.

cence commence. Et très tardivement, c'est à ce moment-là seulement que Hindenburg est informé des graves événements qui viennent de secouer l'armée française. Et le prudent Pétain agit comme il l'a dit : “Attendre les Américains, des canons et des chars.” Dans les mois qui suivent, il ne va tenter que deux opérations importantes mais limitées : l'une en juillet dans les Flandres avec l'armée britannique et l'autre en août sur la front de Verdun. Bien menées, elles donnent les résultats attendus et redonnent



Lance-flammes français.

confiance aux troupes. Mais, comme souvent, il faut trouver des coupables. Pour beaucoup de chefs, l'origine des troubles est venue de l'arrière. Ils accusent en vrac la pestilence parisienne, l'esprit pacifiste de nombreux instituteurs, la propagande syndicaliste, le ministère de l'Intérieur, une certaine presse. Mais la réalité est tout autre : on a beaucoup trop demandé aux hommes. Entre 30 000 et 40 000 soldats ont participé à ces contestations collectives de 1917 et 10 % d'entre eux se sont retrouvés devant un tribunal. 3 427 prévenus ont été condamnés dont 554 à

mort, et, pour une cinquantaine d'entre eux, la sentence a été exécutée. Mais la guerre ne s'arrête pas au Chemin des Dames. Pendant ces périodes cruciales, la guerre sous-marine a continué et mis en péril l'économie de guerre de l'Angleterre mais aussi de la France. 800 000 tonneaux envoyés par le fond en avril, 1 174 000 en mai, 800 000 en juin, puis progressivement les pertes se ralentissent et diminuent. Pour Berlin, la déception est considérable, mais l'utilisation de centaines de patrouilleurs, la mise en place de convois protégés, l'utilisation de grenades sous-marines et l'apparition de la détection par le son réduisent fortement les possibilités des sous-marins allemands. C'est en juin, sous les ordres du général Pershing, que débarquent les premiers boys américains, mais c'est toute une armée à construire. En effet, le corps expéditionnaire doit créer toutes les infrastructures nécessaires à l'arrivée de ces troupes prévues : installations portuaires, camps d'accueil et d'instruction, voies ferrées, dépôts, et autres. On espère beaucoup de la puissance industrielle américaine, mais, pour gagner du temps, c'est à la France de fournir des mitrailleuses, des canons, des avions puis, en 1918, des chars. En attendant, Pétain confie à cette armée, qui reste à former, un petit secteur du front de Lorraine où, le 3 novembre, tombent les trois premiers tués américains, les soldats Enright, Hay et Gresham. À la fin de l'année 1917, ce sont moins de 200 000 Sammy qui se trouvent en Europe. Et, pendant ces temps difficiles, c'est à l'armée britannique de rester active et de tenir sous la pression les troupes du kaiser. Elle a repris son autonomie et, à partir de juin, elle entame une série d'attaques, entre autres sur le front des Flandres. À son tour, Haig imagine une opération qu'il croit décisive : avancer jusqu'à la base sous-marine d'Ostende, à 50 km du front. Le projet est utopique et, très rapidement, c'est l'enlèvement. Le mauvais temps est général, la terre est devenue une terrifiante mer de boue qui aspire les canons et engloutit les hommes. Et pour ajouter à la misère, un nouveau gaz allemand très pervers fait son apparition : l'ypérite. De nouveau, une très douloureuse et meurtrière bataille d'usure oppose les deux camps. Les aviations s'affrontent, l'as français Guynemer est abattu et il disparaît, pulvérisé au sol par un bombardement qui dévaste le secteur. Et début novembre, la prise du petit village de Passchendaele marque l'avancée extrême des armées britanniques. Pour 8 km, les

pertes sont de 300 000 Alliés et 260 000 Allemands. Pour l'Angleterre et son Empire, c'est une tragédie comparable à celle de la bataille de Verdun pour les Français. Fin octobre, alors que Pétain vient de remporter une victoire ciblée à l'endroit même des événements d'avril sur le Chemin des Dames et que le premier tir de canon de la deuxième révolution bolchevique va bientôt être tiré, une autre mauvaise surprise ébranle l'Entente. Une offensive austro-allemande vient de pulvériser le front italien de Caporetto. Après une avancée fulgurante de plus de 90 km, les Italiens “dos au mur”, face à l'imminence d'un désastre national, se ressaisissent. Le front est rétabli le long du fleuve Piave, avec l'appui de plusieurs divisions alliées, envoyées précipitamment sur place. En France, au moment le plus crucial de toute la guerre, avec une armée fragilisée, un arrière tourmenté,



Camouflage, un arbre artificiel

un allié anglais saigné, une Italie au bord du gouffre, la Roumanie écrasée, et une Russie révolutionnaire prête à cesser le combat, Poincaré fait appel pour devenir président du Conseil à un vieillard qu'il n'apprécie pas : Clemenceau. Mais le vieux renard de la politique, “le tigre” pour ceux qui ont connu ses coup de griffes, annonce immédiatement, du haut de ses 76 ans, son programme d'actions qui tient en quelques mots : “Mon but, c'est d'être vainqueur... Je ne vous ferai pas de promesses. Je ferai la guerre, voilà tout.”

<p>Pertes françaises avril - octobre 1917 Morts et disparus : 167 000</p>	<p>Pertes britanniques juillet - novembre 1917 Morts et disparus : 250 000</p>
<p>Pertes italiennes août - novembre 1917 Morts, disparus et prisonniers : 650 000</p>	<p>Pertes allemandes 1917 Morts, disparus et prisonniers : 300 000</p>





EMPIRE - LYNX